

les dix ans de pouvoir de Boumedienne où va l'Algérie ?

Treize années après son indépendance (proclamée le 5 juillet 1962), et dix ans après le renversement de Ben Bella par Houari Boumediène (le 19 juin 1965), il est toujours difficile, dans l'extrême-gauche française —, et tout spécialement au PSU — de porter un jugement serein sur l'Algérie... D'abord parce que l'Algérie, à travers sa longue et douloureuse lutte de libération nationale, c'est un peu « l'accoucheuse » du PSU. Et surtout parce que nombres de questions restent non résolues. Nous publions ci-dessous une première opinion dans cet important débat.



De fait, ce qui caractérise avant tout la situation algérienne en 1975, ce sont ses contradictions. Et d'abord, entre une ligne de développement capitaliste, industrialiste, fondée sur l'exploitation des ressources naturelles nationalisées non sans difficultés en 1971 (qui conduit à une intégration croissante au marché mondial), et la volonté sans cesse réaffirmée de promouvoir un développement qui profite avant tout aux masses rurales.

Contradiction aussi entre les principes définis par la charte de l'organisation socialiste des entreprises et le faible rôle laissé, dans les faits, aux travailleurs dans l'orientation réelle de l'économie du pays.

Contradiction enfin entre une perspective affirmant la nécessité de la démocratie à tous les niveaux, et la persistance de formes d'encadrement largement bureaucratiques : renforcement de l'appareil d'Etat, multiplication des wilayates (départements) et daïrates (arrondissements) ; élections des candidats aux assemblées populaires de communes et aux assemblées populaires de wilayas sans grand débat politique sérieux ; mise en place programmée de vastes mouvements de masse (UMPA, UNFA, organisation de la jeu-

nesse...), dont le succès semble se mesurer plus aux effectifs sagement encadrés qu'au rôle moteur autonome qu'ils sont capables d'assurer pour la construction du socialisme ; enfin et surtout, dépérissement progressif du FLN, qui, sans avoir jamais été un véritable parti, en apparaît plus éloigné que jamais.

improvisation et volontarisme

Toutes ces contradictions existent bel et bien, et dans ses récents discours de Constantine, Tizi Ouzou et Tlemcen le président Boumediène en a fait une analyse lucide et souvent beaucoup plus critique que certains des amis de l'Algérie ne l'auraient eux-mêmes admis.

Comment s'étonner d'ailleurs de ces contradictions quand on analyse, même rapidement, l'histoire de l'Algérie. Sans prétendre — comme le faisaient jadis le PCF et le PCA pour noyer le poisson colonialiste — que l'Algérie n'était qu'une nation en formation, force est de constater que ses classes sociales, — qu'il s'agisse de sa bourgeoisie, de sa classe ouvrière et de sa paysannerie —

n'avaient guère conquis leur autonomie politique au cours de la lutte pour l'indépendance : celle-ci est restée uniquement une lutte de libération nationale sans parvenir à accélérer la maturation de la lutte des classes. Le PCA n'est probablement pas sans responsabilité dans cette affaire. Mais le Front, dans lequel la petite bourgeoisie rurale et urbaine a toujours joué un rôle non négligeable, n'a guère été l'instrument d'une politisation véritable des masses algériennes.

Quels que soient les mérites de la Charte d'Alger de 1964, la pertinence de ses analyses et de ses propositions, il serait vain de croire que ces obstacles avaient commencé d'être sérieusement surmontés pendant la première période de l'indépendance, de 1962 à 1965, par la seule magie du verbe chaleureux d'Ahmed Ben Bella.

En réalité, les trois premières années de l'Algérie indépendante furent surtout celles du culte des illusions. Derrière une autogestion parfois née de l'initiative des masses, mais le plus souvent de la disparition des gestionnaires coloniaux, se profilait déjà l'organisation bureaucratique des marchés agricoles. Derrière les quelques rares nationalisations décidées sans programme précis et de façon souvent volontariste, il y avait surtout la théorisation de l'improvisation. Même incertitude en ce qui concerne les structures politiques. Au nom d'une démocratie bourgeoise guère contestée, la constitution de 1963 optait pour la séparation des pouvoirs, mais — au nom du socialisme — elle instaurait un parti unique, le FLN, qui d'ailleurs n'en était pas un. En réalité, Ben Bella et son groupe assumaient seuls le pouvoir, sans véritables relais ni organisations de masse.

Toute la période ultérieure ne se comprend qu'en réaction contre ces premières années (mais cette réaction ne justifie en aucune manière que l'on maintienne au secret leur principal artisan depuis dix ans). La prise du pouvoir du chef de l'ALN après le 19 juin 1965 ne pouvait résoudre par miracle ces contradictions. En fait, le Front et les organisations de masse qui subsistaient (surtout l'UGTA), quelles que soient leurs faiblesses antérieures, perdaient dès lors toute autonomie.

le grand tournant ?

Ces contradictions au sein de la bourgeoisie naissante furent arbitrées par l'armée qui reste encore aujourd'hui la seule force vérita-

blement organisée et cohérente du régime. La seule capable d'assurer son équilibre en dépit des luttes sournoises mais sans merci que se livrent les diverses fractions d'une classe dirigeante qui n'a pas encore assuré sa cohésion. Chacun en Algérie — et le Président le premier — sent bien que c'est là l'enjeu. Ou bien l'Algérie opte définitivement pour la construction, au profit d'une bourgeoisie d'affaires plus ou moins publiques, d'un véritable capitalisme d'Etat assis sur une exploitation intensive de ses richesses naturelles et sur un élargissement relatif du marché intérieur par une révolution agraire bien tempérée ; ou bien 1975 est vraiment, comme l'annonce Houari Boumediène, le démarrage d'une expérience socialiste qui n'a pas encore réellement commencé (1).

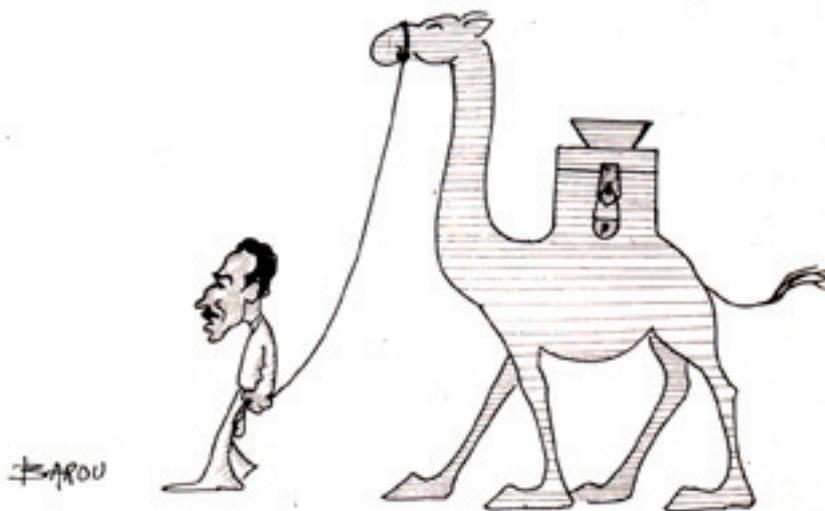
Ce pourrait être le cas si la révolution agraire, après deux premières phases encore modestes, passe résolument à sa troisième étape. Si le FLN, selon les vœux habiles (et subtils) du Président devient un véritable parti socialiste d'avant-garde, ce qui impliquerait une singulière mutation

Si la lutte enfin était résolument engagée avec l'appui des masses ouvrières et paysannes contre une bourgeoisie qui se renforce rapidement et qui a les dents longues. Force est de constater que les références fréquentes au contrôle, quelles qu'en soient les limites, et à la mobilisation des paysans pauvres, peuvent créer des conditions favorables mais pas suffisantes ; car chacun sait que les mobilisations populaires peuvent servir parfois, et uniquement, à trancher des conflits au sein des couches dominantes, et à leur seul profit.

Que l'année 1975 soit pour l'Algérie celle du grand tournant socialiste ou celle de la consolidation d'un socialisme d'Etat qui virerait au capitalisme, nous devons certes en peser les conséquences. Mais tant que l'Algérie jouera objectivement un rôle positif pour le soutien des luttes de libération nationale, pour la récupération par les pays libérés de la colonisation des richesses de leur sol et de leur sous-sol, pour l'expulsion hors de la Méditerranée des puissances qui lui sont étrangères, nous aurons les mêmes adversaires.

François DALBERT ■

(1) Interview accordée à Louffi El Kholi, journaliste égyptien, et reproduite par Politique Hebdo.



Les dix ans de Ben Bella

Une conférence de presse s'est tenue le 19 juin à Paris du « COMITE INTERNATIONAL POUR LA LIBERATION D'AHMED BEN BELLA ». Maître Lafue Veron, avocate depuis 10 ans. d'Ahmed Ben Bella, David Roussel, Maitre De Felice, Daniel Guerin, et Michel Raptis, ont développé les conditions dans lesquelles se perpétue le scandale de la détention arbitraire d'Ahmed Ben Bella, depuis 10 ans et insisté sur la nécessité de renforcer la lutte pour sa libération.

A la conférence furent lus plusieurs messages émanant de M. Kastler prix Nobel, de Jean Guehenno de l'académie française, de Marguerite Duras, de Maitre Bulin, de Pierre Emmanuel de l'académie Française, et d'autres personnalités.

Des télégrammes furent envoyés à tous les chefs d'Etats Arabes, ainsi qu'au président Tito, à Fidel Castro, et au secrétariat de l'ONU, demandant leur intervention pour obtenir la libération d'Ahmed Ben Bella.